

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT

F. 2005 - 3579

[2005/23078]

10 NOVEMBRE 2005. — Arrêté royal octroyant un subside
à l'Organisation mondiale de la Santé

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 27 décembre 2004 contenant le Budget général des
dépenses pour l'année budgétaire 2005, notamment le pro-
gramme 25.21.1;

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées par l'arrêté royal
du 17 juillet 1991, notamment les articles 55 à 58 relatifs au contrôle de
l'emploi des subventions;

Vu la délégation accordée à l'Inspection des Finances, le 5 février 1963;

Vu l'avis favorable de l'Inspecteur des Finances, donné le 28 octo-
bre 2005;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Une subvention de 42.000 EUR à imputer à charge de
l'allocation de base 21.10.35.27 du budget du Service public fédéral
Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement,
pour l'année budgétaire 2005, est alloué à l'Organisation mondiale de la
Santé, représentant une contribution belge à la « Conférence ministé-
rielle sur la lutte contre l'Obésité, 2006 » et sera versé sur son compte
n° DK79 2000 5005 855 876 de la Nordea Danmark A/S, à 2900 Hellerup
DK-Denmark.

Art. 2. L'Organisation mondiale de la Santé ne peut utiliser la
subvention que pour le projet « Conférence ministérielle sur la lutte
contre l'Obésité, 2006 ». Un rapport d'activités sera transmis et après
vérification du rapport financier, le solde éventuel sera remboursé au
Trésor belge.

Art. 3. Notre Ministre de la Santé publique est chargé de l'exécution
du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 novembre 2005.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique,
R. DEMOTTE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU

N. 2005 - 3579

[2005/23078]

10 NOVEMBER 2005. — Koninklijk besluit tot toekenning
van een subsidie aan de Wereldgezondheidsorganisatie

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 27 december 2004 houdende de Algemene
Uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2005, inzonderheid op pro-
gramma 25.21.1;

Gelet de wetten op de Rijkscompabiliteit gecoördineerd door het
koninklijk besluit van 17 juli 1991, inzonderheid op de artikelen 55
tot 58 betreffende de controle op de aanwending van de toelagen;

Gelet op de delegatie verleend aan de Inspectie van Financiën,
d.d. 5 februari 1963;

Gelet op het gunstig advies van de Inspecteur van Financiën,
gegeven op 28 oktober 2005;

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid,

Hebben Wij besloten en besluten Wij :

Artikel 1. Een subsidie ten bedrage van 42.000 EUR aan te rekenen
ten laste van de basallocatie 21.10.35.27 van de begroting van de
Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedsel-
keten en Leefmilieu voor het begrotingsjaar 2005 uitgetrokken krediet,
wordt aan de Wereldgezondheidsorganisatie verleend en vertegenwoor-
digt een bijdrage van België voor « De Ministeriële Conferentie
op de strijd tegen Obesitas, 2006 » en zal op haar rekening
nr. DK79 2000 5005 855 876 bij de Nordea Danmark A/S, te 2900 Hel-
lerup DK-Denmark, gestort worden.

Art. 2. De Wereldgezondheidsorganisatie mag deze toelage enkel
aanwenden voor het project « De Ministeriële Conferentie op de strijd
tegen Obesitas, 2006 ». Een activiteitsrapport zal overgemaakt worden
en na verificatie van het financiële rapport zal het eventueel restant
teruggestort worden aan de Belgische Schatkist.

Art. 3. Onze Minister van Volksgezondheid is belast met de uit-
voering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 november 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid,
R. DEMOTTE

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT

F. 2005 - 3580

[C - 2005/23079]

25 NOVEMBRE 2005. — Arrêté royal
réglementant les tatouages et les piercings

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice des
professions des soins de santé, notamment l'article 37ter, inséré par la
loi du 9 juillet 2004;

Considérant les risques pour la santé que comportent des actes de
piercing et de tatouage;

Considérant que les esthéticien(ne)s reçoivent une formation spéci-
fique, conformément à l'arrêté royal du 14 janvier 1993 instaurant les
conditions d'exercice de l'activité professionnelle d'esthéticien(ne) dans
les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'Hygiène donné, le 10 novem-
bre 2004;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 juin 2004;

Vu l'accord de notre Ministre du Budget, donné le 8 juillet 2005;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU

N. 2005 - 3580

[C - 2005/23079]

25 NOVEMBER 2005. — Koninklijk besluit
betreffende de reglementering van tatoeages en piercings

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967
betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen, inzonder-
heid op artikel 37ter ingevoegd bij de wet van 9 juli 2004;

Overwegende de gezondheidsrisico's die de operatie van piercing en
tatoeage inhoudt;

Overwegende dat de schoonheidsspecialisten een specifieke oplei-
ding krijgen conform aan het koninklijk besluit van 14 januari 1993 tot
bepaling van de voorwaarden tot uitoefening van de beroepswerkzaam-
heid van schoonheidsspecialist(e) in de kleine en middelgrote handels-
en ambachtsondernemingen;

Gelet op het advies van de Hoge gezondheidsraad, gegeven op
10 november 2004;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op
17 juni 2004;

Gelet op de akkoordbevinding van onze Minister van Begroting
gegeven op 8 juli 2005;

Vu l'accord de notre Ministre qui a les Classes moyennes dans ses attributions;

Vu la délibération du Conseil des Ministres, du 8 juillet 2005;

Vu l'avis n° 38.774/1/V du Conseil d'Etat, donné le 11 août 2005, conformément à l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de notre Ministre de la Santé publique et des Affaires sociales et de l'avis de nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Section 1^{re}. - Définitions

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il faut entendre :

1. Par « piercing » : l'opération consistant à percer l'épiderme, les muqueuses, les tissus sous-jacents ou les cartilages, en vue d'y placer un objet ornemental;

2. Par « tatouage » : l'opération consistant, par injection intradermique de produits colorant, à créer sur la peau une marque permanente et/ou durable ou un dessin permanent et/ou durable ou à intensifier les traits du visage;

3. Par « client » : la personne sur laquelle le tatouage ou le piercing est effectué ou va être effectué;

4. Par « professionnel » : toute personne qui répond aux conditions d'exercice de la profession, telles que fixées par le présent arrêté;

5. Par « associations professionnelles » : les associations regroupant des professionnels des activités de tatouage et/ou de piercings;

6. Par « le Ministre » : le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions.

Section 2. - Champ d'application

Art. 2. Sont soumis à l'application du présent arrêté les actes définis à l'article 1^{er}, 1° et 2°.

Ne sont pas soumises à l'application du présent arrêté :

1° les autres professions visées par l'arrêté royal n° 78 relatif à l'exercice des soins de santé;

2° les activités d'esthéticien(ne)s, telles que réglementées par l'arrêté royal du 14 janvier 1993 instaurant les conditions d'exercice de l'activité professionnelle d'esthéticien(ne) dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat.

Sur la proposition des Ministres qui ont respectivement les Classes moyennes et la Santé publique dans leurs attributions, le Roi peut rendre le présent arrêté en tout ou en partie applicable aux esthéticien(ne)s.

Section 3. - Conditions d'exercice

Art. 3. Les tatouages et les piercings sont autorisés uniquement dans les conditions prévues par le présent arrêté.

Art. 4. § 1^{er}. Seules les personnes ayant reçu l'agrément par le Ministre peuvent procéder aux actes de tatouages et de piercings.

Pour recevoir l'agrément, les personnes intéressées doivent démontrer qu'elles ont suivi la formation visée à l'article 12. Le Ministre détermine les modalités de l'agrément.

En cas de manquement aux dispositions du présent arrêté, l'agrément peut être suspendu ou retiré à tout moment par le Ministre, selon des modalités qu'il détermine.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, le piercing du lobe de l'oreille peut également être effectué par des personnes immatriculées au registre de commerce ou par leur(s) préposé(s). Par personnes immatriculées au registre de commerce, on entend les personnes immatriculées sous le numéro de nomenclature 5248402 « Commerce de détail d'articles de bijouterie et d'orfèvrerie », tel que déterminé dans l'annexe à l'arrêté royal du 9 août 2002, modifiant l'arrêté royal du 31 août 1964 fixant la nomenclature des activités commerciales à mentionner au registre de commerce.

Lorsqu'elles effectuent un piercing du lobe de l'oreille, ces personnes sont soumises au point 8, de l'annexe I^{re} du présent arrêté.

Art. 5. Le lieu de travail doit être fixe et spécialement réservé aux activités de tatouages et/ou de piercing.

Toutefois, sans préjudice du respect des dispositions du présent arrêté, des activités de piercing et/ou de tatouage peuvent avoir lieu lors de rassemblements organisés et limités dans le temps, notamment

Gelet op de akkoordbevinding van onze Minister die de Middenstand in zijn bevoegdheden heeft;

Gelet op de bespreking in de Ministerraad op 8 juli 2005;

Gelet op het advies nr. 38.774/1/V van de Raad van State, gegeven op 11 augustus 2005, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van onze Minister van Volksgezondheid en Sociale Zaken en op het advies van onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Sectie 1. - Definities

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit, moet worden verstaan onder:

1. « Piercing » : het doorboren van de opperhuid, slijmvlies, onderliggend weefsel of het kraakbeen, om er een siervoorwerp in te brengen.

2. « Tatoeage » : de handeling bestaande in, via intradermale injectie van kleurproducten, het creëren op de huid van een permanent en/of duurzaam merkteken of een permanente en/of duurzame tekening of het versterken van gelaatstreken;

3. « Klant » : de personen op wie de tatoeage of piercing wordt verricht of zal worden verricht;

4. « Beroepsbeoefenaar » : elke persoon die voldoet aan de voorwaarden voor de uitoefening van het beroep, zoals vastgesteld in dit besluit;

5. « Beroepsverenigingen » : de verenigingen die beroepsbeoefenaars' van de verrichtingen van tatoeëring en/of piercing groeperen;

6. « De Minister » : de Minister tot wiens bevoegdheden de Volksgezondheid behoort.

Sectie 2. - Toepassingsgebied

Art. 2. De handelingen bepaald in artikel 1, 1° en 2° zijn onderworpen aan toepassing van huidig besluit.

Vallen niet onder de toepassing van dit besluit :

1° de andere beroepen bedoeld in het koninklijk besluit n° 78 betreffende de uitoefening van de geneeskunst;

2° de activiteiten van schoonheidsspecialisten, zoals geregeld door het koninklijk besluit van 14 januari 1993 tot bepaling van de voorwaarden tot uitoefening van de beroepswerkzaamheid van schoonheidsspecialist(e) in de kleine en middelgrote handels- en ambachts-ondernemingen.

Op de voordracht van de minister bevoegd voor de Middenstand en de minister bevoegd voor Volksgezondheid, kan de Koning onderhavig besluit geheel of gedeeltelijk toepasbaar maken op schoonheidsspecialisten.

Sectie 3. - Voorwaarden voor uitoefening

Art. 3. Tatoeages en piercings worden uitsluitend toegestaan onder de voorwaarden bepaald in dit besluit

Art. 4. § 1^{er}. Alleen de personen die van de Minister de erkenning hebben bekomen kunnen tatoeages en piercings verrichten.

Om te worden erkend, moeten de betrokken personen aantonen dat ze de vorming bedoeld in artikel 12 hebben gevolgd. De Minister bepaalt de modaliteiten van erkenning.

Bij overtreding van de bepalingen van dit besluit, kan de erkenning op elk moment worden geschorst of ingetrokken door de Minister, volgens de voorwaarden die hij bepaalt.

§ 2 In afwijking van § 1^{er}, kan de piercing van de oorlel eveneens uitgevoerd worden door personen ingeschreven in het handelsregister - of door hun aangestelde(n). Onder personen ingeschreven in het handelsregister begrijpt men de personen ingeschreven onder het nomenclatuurnummer 5248402 « de kleinhandel in sieraden en edelmeedwerk », zoals bepaald in de bijlage van het koninklijk besluit van 9 augustus 2002 tot wijziging van het koninklijk besluit van 31 augustus 1964 tot vaststelling van de lijst van de in het handelsregister te vermelden handelsbedrijvigheden.

Wanneer ze een piercing van de oorlel uitvoeren, zijn deze personen onderworpen aan punt 8 van de bijlage I van onderhavig besluit.

Art. 5. De werkruimte moet een vaste plaats zijn en speciaal voor de activiteiten van tatoeage en/of piercing bestemd zijn.

Evenwel, onverminderd de naleving van de bepalingen van dit besluit, mogen de verrichtingen van piercing en/of tatoeage, gebeuren gedurende de georganiseerde en in de tijd beperkte samenkomsten,

dans les foires qui ont pour objet principal les piercings et/ou les tatouages. Pour ces cas, le Roi peut fixer des conditions dérogatoires au présent arrêté.

Section 4. - Conditions de santé et consentement du client

Art. 6. Les tatouages et les piercings ne peuvent être effectués sur des personnes qui sont manifestement sous l'influence de l'alcool, de drogues, de médicament qui influencent leur capacité de décision ou, plus généralement, qui ne sont pas en possession de leurs capacités de décision.

Le professionnel doit s'assurer du fait que le client est en état moral, notamment en ce qui concerne la maturité, et physique de subir l'acte et, le cas échéant, ne pas accomplir l'acte.

Avant d'effectuer l'acte, il doit accorder un temps de réflexion au client, et notamment lui donner la possibilité de revenir ultérieurement.

Art. 7. Préalablement à l'acte, les clients doivent signer un écrit établi en deux exemplaires, dont l'un est remis au client, par lequel ils marquent leur consentement. Cet écrit mentionne dans un caractère lisible les risques liés au tatouage et/ou au piercing, les cas dans lesquels une visite préalable chez le médecin est demandée, les soins nécessaires à apporter pendant la cicatrisation, les précautions particulières, les contre-indications et les complications.

L'écrit mentionne également le type d'acte, la date, la marque et le numéro de lot des produits utilisés.

Le Ministre peut déterminer un formulaire standard de l'écrit visé à l'alinéa 1^{er}.

Section 5. - Information du client

Art. 8. Les professionnels ont l'obligation d'informer le client de manière orale et par un écrit affiché dans la salle d'attente et/ou dans la salle de travail, de manière lisible et facilement visible par eux, rédigé comme suit :

« Le piercing et le tatouage effectués dans de mauvaises conditions comportent des risques pour la santé. On relèvera notamment les risques suivants :

- des infections bactériennes, notamment : des infections de la peau ou du cartilage (par exemple par le *staphylococcus aureus*), le tétanos, ... ;
- des infections virales, notamment les hépatites et le sida, ... ;
- des réactions allergiques notamment contre des ingrédients présents dans les encres, les colorants et les objets insérés.

Avant de procéder au piercing ou au tatouage, sont priées de se rendre chez le médecin les personnes :

- souffrant d'hémophilie, d'un trouble de coagulation ou qui prennent des médicaments susceptibles d'interférer avec la coagulation du sang et la formation d'un caillot;
- souffrant d'une diminution du système immunitaire ou d'infections à répétition;
- souffrant d'allergie;
- souffrant d'une affection cutanée;
- souffrant d'une maladie cardiaque;
- les femmes enceintes.

Les tatouages et piercings sont durables voire permanents et irréversibles.

Vous pouvez toujours demander un temps de réflexion avant l'acte.

Les tatouages et le piercing doivent être pratiqués dans des conditions d'hygiène strictes. Vous pouvez notamment vous assurer que le professionnel utilise des nouveaux gants jetables après s'être lavé les mains et une nouvelle aiguille non encore déballée. Le professionnel doit mettre à votre disposition une liste des recommandations d'hygiène qu'il est tenu de respecter.

onder anderen op handelsbeurzen waar de piercings en/of tatoeages het hoofdonderwerp zijn. Voor deze gevallen, kan de Koning van dit besluit afwijkende voorwaarden vastleggen.

Sectie 4. - Voorwaarden qua gezondheid en instemming van de klant

Art. 6. Tatoeages en piercings mogen niet worden verricht op personen die duidelijk onder invloed zijn van alcohol, drugs, geneesmiddelen die hun beslissingsvermogen beïnvloeden of meer algemeen, die niet over hun beslissingsvermogen beschikken

De beroepsbeoefenaar moet zich ervan vergewissen dat de klant moreel, meer bepaald wat de maturiteit betreft, en fysiek in staat is de verrichting te ondergaan, en zo nodig de daad niet uitvoeren.

Alvorens de daad uit te voeren, moet hij de klant tijd geven om na te denken, en hem meer bepaald de mogelijkheid bieden later terug te komen.

Art. 7. Vóór de verrichting moeten de klanten een geschrift ondertekenen, opgesteld in twee exemplaren, waarvan één aan de klant wordt gegeven, waarbij ze verklaren in te stemmen met de verrichting. Dit schriftelijk document vermeldt duidelijk leesbaar de risico's van tatoeage en/of piercing, de gevallen waar een voorafgaand bezoek aan de arts nodig is, de noodzakelijke verzorging die tijdens de wondgenezing moet worden toegepast, de bijzondere voorzorgen, de tegenaanwijzingen en de complicaties.

Het geschrift vermeldt eveneens het type verrichting, de datum, het merk en het lotnummer van de gebruikte producten.

De Minister mag een standaardformulier van het in het eerste lid bedoelde geschrift bepalen.

Sectie 5. - Informatie voor de klant

Art. 8. De beroepsbeoefenaars zijn verplicht de klant te informeren, en dit mondeling en met een schriftelijk document dat uithangt in de wachtzaal en/of in de werkruimte, dat duidelijk leesbaar en goed zichtbaar is en opgesteld is als volgt:

« Piercing en tatoeage die worden uitgevoerd in slechte omstandigheden houden een risico voor de gezondheid in. Men merkt volgende risico's op:

- bacteriële infecties, met name huidinfecties of kraakbeeninfecties (bijvoorbeeld door de *staphylococcus aureus*), tetanus, ... ;
- virale infecties, met name hepatitis en aids, ... ;
- allergische reacties, met name op bestanddelen van de inkt, kleurstof en de ingebrachte voorwerpen.

Alvorens over te gaan tot een piercing of tatoeage, worden volgende personen verzocht een arts te raadplegen

- die lijden aan hemofilie, een storing in stolling of die geneesmiddelen nemen die kunnen interfereren met de bloedstolling of vorming van bloedklonters;
- die lijden aan een verminderd immuun systeem of herhaalde infectie;
- die lijden aan een allergie;
- die lijden aan een huidandoening;
- die lijden aan een hartkwaal;
- zwangere vrouwen.

Tatoeages en piercings zijn duurzaam en zelfs permanent en onomkeerbaar.

U kunt vóór de verrichting steeds bedenktijd vragen.

Tatoeages en piercings moeten worden verricht in strikte hygiënische omstandigheden. U kunt er zich van vergewissen dat de beroepsbeoefenaar wegwerphandschoenen gebruikt nadat hij zijn handen heeft gewassen en dat hij een nieuwe nog ingepakte naald gebruikt. De beroepsbeoefenaar moet een lijst met de na te leven aanbevelingen inzake hygiëne te uwer beschikking stellen.

Vous devrez déclarer avant tout don de sang que vous avez subi un acte de piercing ou de tatouage, même si vous avez retiré l'objet ornemental. Votre don de sang pourrait être refusé pendant une période déterminée.

Les tatouages et les piercings ne peuvent être effectués sur des personnes qui sont sous l'influence de l'alcool, de drogues, de médicament qui influencent leur capacité de décision ou, plus généralement, qui ne sont pas en possession de leurs capacités de décision.

En cas d'infections, d'allergie ou d'autres symptômes apparaissant après l'acte, il est recommandé de consulter un médecin. »

Art. 9. Le professionnel peut uniquement recourir à des anesthésiants sous forme de crèmes, de gels ou en sprays achetés dans une officine.

Section 6. - Associations professionnelles

Art. 10. Le Ministre peut reconnaître, suivant les conditions et modalités fixées par le Roi, les associations professionnelles regroupant des professionnels des activités de piercings et/ou de tatouage.

Pour être reconnues, les associations professionnelles doivent être représentatives et avoir pour objet social notamment l'encouragement de leurs membres à respecter les dispositions du présent arrêté ainsi que, le cas échéant, les dispositions plus contraignantes qu'elles fixent.

Le Ministre peut consulter les associations professionnelles reconnues pour l'élaboration des modifications apportées au présent arrêté ou des modalités d'exécution du présent arrêté.

Section 7. - Hygiène - Locaux - Matériel - Mobilier

Art. 11. Les conditions d'hygiène relatives à l'opération, aux locaux, au mobilier et à l'équipement doivent répondre aux règles fixées dans l'annexe I du présent arrêté.

Cette annexe fait partie du présent arrêté. Le Roi peut modifier ou compléter cette annexe.

Section 8. - Formation

Art. 12. § 1^{er}. Les professionnels doivent suivre une formation donnant lieu à une attestation de réussite.

§ 2. Cette formation de 20 heures minimum comprend au moins les matières, suivantes :

- 1° principes de base sur les risques infectieux et hémorragiques;
- 2° principes de base de toxicologie, des pigments;
- 3° maladies transmissibles, prévention contre leur transmission;
- 4° premiers soins;
- 5° principes universels d'hygiène, désinfection de la peau et des mains et port de gants;
- 6° concepts de base de la désinfection et de l'asepsie;
- 7° stérilisation du matériel réutilisable thermo-résistant et désinfection du matériel réutilisable thermo-sensible;
- 8° entretien des locaux et du mobilier;
- 9° gestion du linge;
- 10° gestion des déchets.

§ 3. Le Ministre détermine les conditions de formation que doivent remplir les personnes visées à l'article 4, § 2.

Section 9. - Contrôle

Art. 13. Le respect des dispositions du présent arrêté est assuré par les inspecteurs d'hygiène du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement ou leurs délégués.

Voor dat u bloed geeft, moet u verklaren dat u een piercing of tatoeage ondergaan heeft, zelfs wanneer het siervoorwerp is verwijderd. U kan gedurende een bepaalde periode als bloeddonor geweigerd worden.

Tatoeages en piercings mogen niet worden verricht op personen die onder invloed zijn van alcohol, drugs, geneesmiddelen die hun beslissingsvermogen beïnvloeden of meer algemeen, die niet over hun beslissingsvermogen beschikken.

In het geval van een infectie, allergie of andere symptomen die na de verrichting opkomen, wordt er aangeraden een arts te raadplegen. »

Art. 9. De beroepsbeoefenaar mag enkel gebruik maken van verdovende middelen in de vorm van crèmes, gels of sprays die in de apotheek worden gekocht.

Sectie 6. - Beroepsverenigingen

Art. 10. De Minister mag, overeenkomstig de door de Koning vastgestelde voorwaarden en wijzen, de beroepsverenigingen erkennen die beroepsbeoefenaars van de piercings en/of tatoeages groeperen.

Om erkend te worden moeten de beroepsverenigingen in elk geval representatief zijn en meer bepaald de aanmoediging van hun leden om de bepalingen van dit besluit, alsook, desgevallend, de meer dwingende bepalingen die zij vaststellen, als maatschappelijk doel hebben.

De Minister kan de erkende beroepsverenigingen raadplegen voor het uitwerken van aan dit besluit aangebrachte wijzigingen of uitvoeringsmodaliteiten van dit besluit.

Sectie 7. - Hygiëne - Lokalen - Materiaal - Meubilair

Art. 11. De hygiënevoorwaarden betreffende de operatie, lokalen, meubilair en materiaal moeten beantwoorden aan de regels vastgesteld in de bijlage I van onderhavig besluit.

Deze bijlage maakt deel uit van huidig besluit. De Koning kan deze bijlage wijzigen of aanvullen.

Sectie 8. - Opleiding

Art. 12. § 1 De beroepsbeoefenaars moeten een opleiding volgen waarvoor een attest van slagen wordt afgeleverd.

§ 2 Die opleiding van minstens 20 uren omvat ten minste de volgende inhoud:

- 1° basisprincipes omtrent infectie en bloedingsrisico's;
- 2° basisprincipes van toxicologie, van pigmenten;
- 3° besmettelijke ziekten, preventie van hun besmetting;
- 4° eerste hulp;
- 5° universele hygiëneprincipes, ontsmetten van de huid en handen en dragen van handschoenen;
- 6° basisconcepten van ontsmetting en steriliteit;
- 7° sterilisatie van warmteresistent herbruikbaar materiaal en ontsmetting van warmtegevoelig herbruikbaar materiaal;
- 8° onderhoud van de lokalen en meubilair;
- 9° behandeling van linnen;
- 10° behandeling van afvalstoffen.

§ 3 De Minister bepaalt de voorwaarden van de opleiding die de personen bedoeld in artikel 4, § 2 moeten vervullen.

Sectie 9. - Controle

Art. 13. De naleving van de bepalingen van dit besluit wordt gegarandeerd door de gezondheidsinspecteurs van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu of door hun afgevaardigden.

Section 10. - Dispositions transitaires et finales

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2006, à l'exception des articles 4, § 1^{er}, et 12, qui entrent en vigueur à la date fixée par le Roi.

Avant la date à fixer par le Roi, visée à l'alinéa 1^{er} :

1. les professionnels qui exercent au 1^{er} janvier 2006 sont tenus de déclarer leur activité au plus tard le 1^{er} avril 2006;

2. les personnes qui désirent commencer une activité de piercing et/ou de tatouage ne peuvent le faire qu'après avoir l'avoir notifié quinze jours ouvrables avant la date prévue pour le commencement de l'activité;

3. toute modification des données transmises conformément aux points 1 et 2 doit être signalée.

Les Informations visées aux points 1, 2 et 3 sont transmises à la Direction générale Organisation des Professions de santé du SPF Santé publique, Sécurité de la chaîne alimentaire et Environnement.

Pour les points 1 et 2, les formulaires figurant en annexe II et III sont utilisés.

Art. 15. Les professionnels qui exercent au moment de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté bénéficient d'une période transitoire se terminant le 1^{er} janvier 2007 en ce qui concerne :

1. l'acquisition du matériel de stérilisation par autoclavage visé au point 3, 3^{ème} tiret de l'annexe I^{re};

2. l'appareil pour le piercing du lobe de l'oreille visé au point 8, de l'annexe I^{re}.

Art. 16. Notre Ministre de la Santé publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 novembre 2005.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,

R. DEMOTTE

Sectie 10. - Voorlopige en definitieve bepalingen

Art. 14. Dit besluit treedt in werking per 1 januari 2006, met uitzondering van de artikelen 4, eerste paragraaf en 12 die in werking treden op de datum vastgesteld door de Koning.

Voor de datum te bepalen door de Koning, bedoeld in het eerste lid :

1. de beroepsbeoefenaars actief op 1 januari 2006 zijn verplicht hun activiteit aan te geven ten laatste op 1 april 2006;

2. de personen die een activiteit van piercing en/of tatoeage wensen aan te vangen kunnen dit slechts indien ze dit aangegeven hebben vijftien werkdagen voor de voorziene datum voor aanvang van de activiteit;

3. elke wijziging van de overgedragen gegevens conform punten 1 en 2 moet aangegeven worden.

De informatie bedoeld in punten 1, 2 en 3 wordt overgemaakt aan het Directoraat generaal Organisatie Gezondheidszorgberoepen van de FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu.

Voor de punten 1 en 2, formulieren voorgesteld in bijlage II en in bijlage III worden gebruikt.

Art. 15. De beroepsbeoefenaars actief op het moment van de inwerkingtreding van onderhavig besluit genieten een overgangspriode die ten einde loopt op 1 januari 2007 wat betreft:

1. aanschaf van sterilisatiemateriaal behandeld door autoclaaf bedoeld in punt 3, derde gedachtestreep van de bijlage I;

2. het apparaat voor de piercing van de oorbel bedoeld in punt 8 van de bijlage I.

Art. 16. Onze Minister van Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 november 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,

R. DEMOTTE

Annexe I^{re} à l'arrêté royal réglementant les tatouages et les piercings

REGLES D'HYGIENE A RESPECTER LORS DE L'OPERATION DE PIERCING ET DU TATOUAGE

1. Procédures d'hygiène.

- La zone cutanée ou muqueuse sur laquelle le tatouage ou le piercing va être effectué doit être propre, sans lésion. Elle doit être nettoyée et désinfectée.

- Il est renvoyé aux recommandations du Conseil supérieur d'Hygiène en matière d'hygiène des mains.

- Le port de gants à usage unique est obligatoire pour effectuer le tatouage et le piercing. Les gants, de préférence stériles, doivent porter la marque « CE » de dispositifs médicaux.

- Le changement de gants s'impose entre deux clients et après tout geste septique en cours d'intervention.

- Le port de gants doit être précédé de la désinfection des mains par un lavage avec produit antiseptique. Il doit être suivi par un lavage ordinaire des mains.

2. Matériel.

- Le matériel pénétrant la barrière cutanée ou entrant en contact avec la peau ou la muqueuse du client doit être à usage unique et stérile. Si le conditionnement à usage unique n'est pas disponible sur le marché, il doit être stérilisé.

- Les supports directs du matériel susvisé sont à usage unique ou stérilisés.

- Les équipements qui n'entrent pas en contact avec la peau ou la muqueuse ni avec le matériel entrant en contact avec la peau et la muqueuse du client doivent être nettoyés avec un produit détergent-désinfectant adapté au moins une fois par jour et après toute souillure par un produit biologique.

3. Stérilisation du matériel.

- De manière générale, il est renvoyé aux Recommandations faites par le Conseil supérieur d'Hygiène en matière de techniques de stérilisation.
- Le nettoyage : le nettoyage doit se faire de préférence au moyen d'une machine automatique (désinfection thermique). Si le nettoyage est manuel, il doit se faire au moyen d'une solution désinfectante;
- La stérilisation du matériel thermo-résistant : la stérilisation se fait par autoclavage dans le respect des recommandations du fabricant (procédé utilisant la chaleur humide - petit stérilisateur à vapeur d'eau portant la marque CE de dispositif médical et conforme à la norme NBN EN 13060 "Petits stérilisateurs à vapeur).
- La désinfection de haut niveau du matériel thermo-sensible : elle se fait par trempage du matériel dans un produit désinfectant en respectant la durée de trempage indiquée par le fabricant.

4. Produits utilisés pour le tatouage.

Les encres utilisées pour le tatouage doivent répondre aux conditions de composition et de stérilité spécifiées dans la Résolution du Conseil de l'Europe sur les tatouages et les maquillages permanents (Résolution Res(2003)2 adoptée par le Comité des Ministres le 19 juin 2003).

5. Locaux et Mobilier.

Les tatouages et les piercings doivent être effectués dans des lieux clairs et aérés, comprenant au moins les espaces distincts suivants :

1. un espace d'accueil ou salle d'attente;
2. un espace où s'effectuent les tatouages et piercings;
3. un espace de nettoyage/décontamination/stérilisation du matériel;
4. si possible, un espace d'entreposage des déchets et du linge sale.

Les espaces 2), 3) et 4) peuvent, le cas échéant, consister en une seule salle dans laquelle des séparations sont effectuées au moyen de cloisons.

L'espace de travail doit répondre aux conditions suivantes :

- Les matériaux de revêtement : les sols, les murs et les plans de travail sont non poreux, lisses et nettoyables. Ils sont résistants aux produits désinfectants;
- Les mobiliers et aménagements : le mobilier sur lequel est installé le client possède un revêtement nettoyable protégé par un champ à usage unique changé entre deux clients;
- Il comprend au minimum un lavabo, un distributeur de savon liquide, un distributeur de serviettes à usage unique.
- Le revêtement de l'espace de nettoyage/décontamination/stérilisation doit répondre aux mêmes caractéristiques que l'espace de travail;

6. Entretien des locaux.

- Entretien de l'espace d'accueil - espace d'attente : nettoyage au moins hebdomadaire;
- Entretien de l'espace de travail et de l'espace de nettoyage : nettoyage quotidien. Les souillures doivent être nettoyées immédiatement avec de l'eau de javel.

7. Entretien du mobilier.

Le mobilier de la salle de travail et de la salle de nettoyage doit être décontaminé au moins une fois par jour ou après chaque souillure.

8. Le piercing du lobe de l'oreille.

Le piercing du lobe de l'oreille doit se faire au moyen d'un appareil répondant aux conditions suivantes :

- les deux parties du bijou reposent sur un présentoir à usage unique, qui isole le bijou des parois de l'appareil;
- l'ensemble constitué par le bijou et le présentoir doit être fourni sous forme d'une cartouche à usage unique fourni sous emballage hermétique dont le contenu est stérile ou stérilisé;
- L'ouverture de l'emballage doit avoir lieu immédiatement avant que le piercing soit effectué;
- Tout dispositif qui nécessite la pose du bijou directement sur les parois de l'appareil, est interdit.

Vu pour être annexé à notre arrêté du 25 novembre 2005 réglementant les tatouages et les piercings.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,

R. DEMOTTE

Bijlage I bij het koninklijk besluit betreffende de reglementering van tatoeages en piercings

TE RESPECTEREN HYGIENEREGELS TIJDENS DE OPERATIE VAN PIERCING EN TATOEAGE

1. Hygiëneprocedure.

- De huidzone of slijmvlieszone waar de tatoeage of piercing wordt aangebracht moet proper zijn, zonder wonden. Ze moet gekust en ontsmet zijn.
- Er wordt verwezen naar de aanbevelingen van de Hoge Gezondheidsraad inzake handhygiëne.
- Het dragen van handschoenen voor eenmalig gebruik is verplicht om de tatoeage en de piercing uit te voeren. De handschoenen, het liefst steriel, moeten het merkteken « CE » van medische hulpmiddelen dragen.
- De verandering van handschoenen moet voorafgegaan worden door de ontsmetting van de handen door het wassen met een antiseptisch product. Het moet gevolgd worden door het gewone wassen van de handen.

2. Materiaal.

- Het materiaal dat het huidoppervlak binnendringt of in contact komt met de huid of het weefsel van de klant moet van eenmalig gebruik en steriel zijn. Als de verpakking voor eenmalig gebruik niet op de markt is, dan moet het gesteriliseerd worden.
- De rechtstreekse houders van het materiaal hierboven bedoeld zijn van eenmalig gebruik of gesteriliseerd.
- Het materiaal dat niet in contact komt met de huid of het weefsel, noch met het materiaal dat in contact komt met de huid of het weefsel van de klant, moet ten minste eenmaal per dag schoongemaakt worden met een aangepast detergent - ontsmettingsmiddel en na elke bevuiling met een biologisch product.

3. Sterilisatie van het materiaal.

- In het algemeen wordt verwezen naar de aanbevelingen van de Hoge Gezondheidsraad inzake technieken van sterilisatie.
- Schoonmaken : het schoonmaken gebeurt bij voorkeur door middel van een automatische machine (thermische ontsmetting). Als het schoonmaken manueel verloopt moet dat door middel van een ontsmettende oplossing;
- Sterilisatie van het warmtebestendig materiaal : de sterilisatie gebeurt door autoclaafbehandeling (proces dat vochtige warmte gebruikt - kleine stoomsterilisator met het kenteken CE medische hulpmiddelen en dat beantwoordt aan de norm NBN EN 13060 kleine stoomsterilisatoren) in naleving van de aanbevelingen van de fabrikant.
- De ontsmetting op hoog niveau van warmtegevoelig materiaal : het gebeurt door het weken van het materiaal in een ontsmettend product, volgens de tijd aangegeven door de fabrikant.

4. Producten gebruikt voor de tatoeage.

De gebruikte inkt voor de tatoeages moet overeenstemmen met de samenstellingsvoorwaarden en steriliteitsvoorwaarden bepaald in de Resolutie van de Raad van Europa over tatoeages en permanente maquillage aangenomen door het Comité van Ministers op 19 juni 2003.

5. Lokalen en Meubllair.

Tatoeages en piercings moeten uitgevoerd worden in verlichte en verluchte plaatsen, met ten minste de volgende verschillende ruimten :

1. een onthaalruimte of wachruimte;
2. een ruimte waar de tatoeages of piercings gebeuren;
3. een ruimte voor het schoonmaken/ontsmetting/sterilisatie van het materiaal;
4. indien mogelijk een ruimte voor bewaring van afval en vuil linnen.

De ruimten 2, 3 en 4 kunnen, indien nodig, een enkele ruimte zijn waarin scheidingen worden aangebracht door middel van tussenschotten.

De werkruimte moet aan volgende voorwaarden voldoen :

- het bekledingmateriaal : de vloer, muren en werktafels zijn niet poreus, effen en reinigbaar.
- Het meubilair en inrichting : het meubel waarop de klant zit heeft een reinigbare bekleding, beschermd door een ondergrond van eenmalig gebruik die veranderd wordt tussen twee klanten;
- Er is ten minste een lavabo, een verdeler van vloeibare zeep, een verdeler van handdoeken voor eenmalig gebruik.
- De bekleding van de ruimte voor schoonmaken/ontsmetten/sterilisatie moet beantwoorden aan de zelfde eigenschappen als voor de werkruimte;

6. Onderhoud van de lokalen.

- Onderhoud van de onthaalruimte - wachruimte : ten minste eenmaal per week een simpele schoonmaak
- Onderhoud van de werkruimte en schoonmaakruimte : dagelijkse schoonmaak. Vlekken moeten onmiddellijk schoongemaakt worden met bleekwater.

7. Onderhoud van het meubllair.

Het meubilair van de werkruimte en de schoonmaakruimte moet ontsmet worden minstens eenmaal per dag of na elke bevuiling.

8. Piercing van de oorlel.

De piercing van de oorlel moet gebeuren met een apparaat dat aan volgende voorwaarden voldoet :

- de twee delen van het juweel rusten op een standaard voor eenmalig gebruik, die het juweel scheidt van de schotten van het apparaat.
- Het juweel en de standaard moeten samen voorzien worden, onder de vorm van een pakje dat voorzien is van een hermetische verpakking waarvan de inhoud steriel of gesteriliseerd is;
- De opening van de verpakking moet plaatsvinden net voor de piercing gebeurt;
- Elke handeling die vereist dat het juweel rechtstreeks tegen de schotten van het apparaat geplaatst wordt, is verboden.

Gezien om gevoegd te worden bij ons besluit van 25 november 2005 betreffende de reglementering van tatoeages en piercings.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,

DEMOTTE

Bijlage II

VERKLARING VAN UITVOERING VAN EEN ACTIVITEIT VAN TATOUAGE EN /OF PIERCING Te versturen naar Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de voedselketen en Leefmilieu, Directoraat-Generaal Organisatie Gezondheidszorgberoepen VOOR 1 april 2006 Adres : Eurostation, blok II Victor Hortaplein 40, bus 10 1060 Brussel
Naam :
Voor naam :
Geboortedatum :
Woonplaats :
Telefoonnummer :
GSM nummer :
Adres(sen) beroepsactiviteit :
Naam (namen) van de vestiging(en) :
Uitoefende activiteit : <input type="checkbox"/> Tatoeage <input type="checkbox"/> Piercing
Statuut : <input type="checkbox"/> Zelfstandige <input type="checkbox"/> Bedelende
BTW nummer :
Ondernemingsnummer :
Begijnjaar uitoefening beroepsactiviteit :
Ik ondergetekende verklaar dat de informatie die deze verklaring bevat oprecht en waarheidsgetrouw is en verbind me ertoe het Directoraat - Generaal dadelijk op de hoogte te brengen van elke wijziging. Datum : Handtekening :

Gezien om gevoegd te worden bij ons besluit van 25 november 2005 betreffende de reglementering van tatoeages en piercings.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,

R. DEMOTTE

Annexe III

NOTIFICATION D'UNE FUTURE ACTIVITE DE PIERCING ET/OU DE TATOUAGE A envoyer au Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, Direction générale Organisation des Professions de santé 15 jours ouvrables avant la date de début d'exercice de l'activité Adresse : Eurostation, bloc II Place Victor Horta 40, bte 10 1060 Bruxelles	
Nom :	
Prénom :	
Lieu et Date de naissance :	
Sexe :	
Nationalité :	
Adresse du domicile légal :	
N° de téléphone :	
N° de GSM :	
e-mail :	
Adresse(s) (lu(es) futur(s) lieu(s) d'exercice de la profession :	
Nom(s) de(s) l'établissement(s) :	
Activité exercée : <input type="checkbox"/> Tatouage <input type="checkbox"/> Piercing	
Qualité : <input type="checkbox"/> Indépendant <input type="checkbox"/> Employé	
N° de T.V.A.	
N° d'entreprise :	
Date de début d'exercice de la profession :	
Je soussigné, certifie sincères et véritables les informations contenues dans la présente notification et m'engage à faire état sans délai auprès de la Direction générale de toute modification. Date : Signature	

Vu pour être annexé à notre arrêté du 25 novembre 2005 réglementant les tatouages et les piercings.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,

R. DEMOTTE